Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: - (2015)

Heft: 4

Artikel: Le "Peshmerga" : le combattant qui se battra jusqu'à la mort

Autor: Tari, Mehtap

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-781293

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

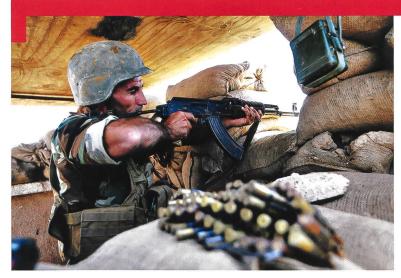
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



International

Le «Peshmerga» - le combattant qui se battra jusqu'à la mort

Mehtap Tari

Avocate, Genève

e gouvernement régional de Kurdistan en Iraq (KRG) a écrit une lettre à l'Union Européene le 14 août 2014, demandant aux membres de l'UE de soutenir les Peshmerga avec des armes nécessaires pour pouvoir combattre l'Etat Islamique en Iraq et au Levant (EIIL). Deux semaines plus tard, le gouvernement allemand a décidé d'envoyer des armes (des systèmes de missile antichars, des fusil d'assaut et des pistolets) aux combattants kurdes. L'équipement rapide des « Peshmergas » est sensé changer l'équation dans le champ de bataille en faveur de forces kurdes.

La constitution d'Iraq, ratifiée en 2005, reconnaît une certaine autonomie au Gouvernement régional du Kurdistan. Certains pouvoirs et compétences du gouvernement fédéral irakien sont ainsi partagés avec les autorités régionales du Kurdistan.

Les forces armées de Gouvernement régional de Kurdistan sont le fruit d'une longue guerre des kurdes d'Irak. Mustafa Barzani, dans les années 1940 avait créé le mouvement démocratique des kurdes d'Irak dont le but était la création d'un Etat autonome. Suite à la guerre du golfe de 1991, la région des kurdes d'Irak est devenue de facto indépendante, grâce à une zone d'exclusion aérienne. Elle est officiellement autonome suite à deuxième guerre du Golfe.

Alliés des Occidentaux

Le groupe armé des Peshmergas a été le fidèle allié de la Coalition de l'autorité provisoire (CPA, Coalition Provisional Authority in Iraq 2003- 2004), pendant la guerre contre régime Saddam. La Coalition a donc décidé de permettre aux Peshmerga de conserver des armes lourdes. La décision de la Coalition était alors de garder les Peshmergas en tant que force de l'armée irakienne, afin de garantir la sécurité de frontière verte2 au nord de l'Irak. A cette époque, les américains

Les combattants kurdes irakiens disposent d'une bonne connaissance du terrain et de la guérilla. Mais en dix ans ces forces se sont dissoutes. Et il s'agit maintenant d'un type de combat bien différent, contre le Groupe Etat Islamique.

ont pu profiter de leur présence. Aujourd'hui, l'histoire se répète avec une autre ennemi...

Les Peshmergas sont intégrés à l'armée irakienne d'une part. D'autre part, ils constituent la force de police du Gouvernement régional du Kurdistan. Il n'y a pas service militaire obligatoire en Kurdistan : les hommes se battent en cas d'attaque sur leur territoire.

Les kurdes d'Irak sont musulmans, pour le plupart sunnites et laïcs. Ils ne veulent pas d'un régime radical et considèrent l'avance d'EIIL comme un danger pour leurs intégrité territoriale, tout en soulignant que la nonaction de l'Occident depuis deux ans en faveur de la paix en Syrie - d'où EIIL est parti – a permis à ce dernier, finalement, d'arriver jusqu'aux portes de Bagdad.

Il n'est donc guère surprenant de voir le gouvernement kurde vouloir se battre contre l'EIIL, tout en demandent le soutien des USA et de l'UE, formulant cette demande indépendamment de Gouvernement central de Baghdad. Les Peshmergas ont la volonté et les armes, mais pas suffisamment d'expérience. Depuis les années de Coalition, les Peshmergas n'ont pas eu besoin de recourir à leurs armes, ni de vraie structure militaire, car les commandants expérimentés sont rares et ont combattus le régime de Saddam sans discipline militaire — plutôt en tant que milices armées.

L'Iraq et Les Etats-Unis ont lancé une série d'attaques aériennes autour de Mossoul. Cette région est clairement importante et nécessite une haute protection. Actuellement on compte 1'500'000 personnes déplacées de Mosul et alentours, réfugiées dans la zone kurde. Les Peshmergas ont bloqué l'entrée de ces refugiées sur le territoire kurde, où des camps ont été créés par les Nations Unies.







Les combattants kurdes disposent d'armes légères mais également de matériels lourds ; ainsi que d'armements sophistiqués (ici un efa *Milan* équipé d'une caméra thermique *Mira*) fournis par les Occidentaux.



Le nerf de la guerre

Les pays occidentaux, tout en apportant leur aide humanitaire, bien qu'insuffisante, ont l'attention de s'engager pour la sécurité de cette zone sensible. La sécurité internationale est le fil conducteur de cette intervention. Mais celle-ci compte également des intérêts économiques régionaux.

Car d'importants gisements ont été découverts récemment dans la Kurdistan d'Irak. La production de pétrole est actuellement vendue à travers la Turquie, représentant une économie grandissante pour cette région. Récemment, la cour de l'Etat du Texas a donné raison au Gouvernement régional kurde pour pouvoir vendre son pétrole sans la permission de gouvernement central d'Irak.

Les Peshmergas sont devenus une force à soutenir pour les raisons de sécurité, pour des raisons économiques et géopolitiques. Tout d'abord, la progression dangereuse d'EIIL en Iraq n'a pas vraiment rencontré de résistance de la part de l'armée irakienne à proprement parler. L'Irak aujourd'hui n'est pas un pays stable : il est divisé par les groupes ethniques et religieux comme les shiites, sunnites, Yazid, kurdes, arabes, turkmènes, ainsi que les chrétiens, qui ne sont pas clairement représentées dans le Gouvernement central. Ce dernier n'a pas de force militaire organisée et volontaire depuis 2003.

Or le gouvernement régional Kurde a réussi d'instaurer la sécurité sur son territoire. Les Peshmergas sont prêts à défendre leur population et leur territoire avec l'aides militaire des Etats-Unis et de l'Union Européenne.

Questions

Combien sont-ils? On estime le nombre de combattants à environ 200'000. Ils ne disposent pas seulement d'armes de l'ère soviétique, mais aussi d'armes abandonnées sur place par la Coalition emmenée par les USA; mais ces armes ont le plus souvent besoin de maintenance.

Pourquoi aider les Peshmerga? Il existe trois raisons. Tout d'abord, géopolitique: les Kurdes sont pacifiques, une région tampon entre la Turquie, porte de l'Europe. Ensuite militaire: la région des kurdes, près de Mosul, contient du pétrole, la rivière Tigre et le barrage près de Mosul. Enfin, une raison stratégique: les Peshmerga sont présents sur le terrain et ont leur raison historiques de vouloir reconquérir Mosul.

Et la création d'un état? Les ministres de certain pays de l'Union Européenne ont déjà rendu visite au Gouvernement régional de Kurdistan en août 2014. Ils ont exprimé leur soutien à Arbil. Ils proposent premièrement de l'aide humanitaire et, plus récemment, également uneaide militaire. Il est intéressant de voir que les pays de l'UE en quelque sorte encouragent aujourd'hui le gouvernement de Barzani vers la création d'un Etat, tout comme les Etats-Unis.